



antony à gauche !

■ n°5 ■ mai — juin 2009 ■

le journal de la
section d'Antony
du parti socialiste

n°5



édito

Le 7 juin prochain, nous élirons nos eurodéputés pour une durée de cinq ans. C'est l'occasion de dessiner par notre vote le visage du parlement européen de demain.

Or ce parlement vote et façonne la législation européenne, influençant ainsi notre avenir et notre vie quotidienne puisque la majorité des lois promulguées en France transposent des actes européens votés par les eurodéputés.

Non, un parlement européen avec **une majorité de gauche** ne fera pas la même politique qu'un parlement avec une majorité de droite !

Oui, c'est maintenant qu'il nous faut dire si nous voulons **une Europe sociale** ou **une Europe libérale** !

Attention il n'y aura qu'un seul tour, c'est donc dès le 7 juin qu'il faudra choisir ceux qui seront le plus à même d'agir dans le sens que nous souhaitons.

Si nous ne nous en soucions pas, d'autres s'en soucieront à notre place, d'autres qui n'auront

pas les mêmes priorités que nous.

Le 7 juin, votons !

Sylvie TOUZET,
secrétaire de section.



Plan de relance : le tout-voiture !

Économie

Le plan de relance du gouvernement est tragiquement insuffisant. En argent réellement injecté dans l'économie, il représente moins de 10 milliards d'euros, alors que toutes les institutions internationales recommandaient de lui consacrer au moins 40 milliards d'euros !

Il soutient les grands groupes bancaires et l'industrie automobile, sans aucun engagement en termes de maintien de l'emploi, sans **soutien significatif au pouvoir d'achat affaibli des Français...**

Malgré les belles paroles du « Grenelle », **il favorise une fois de plus les transports individuels polluants** et ne saisit pas l'occasion qui lui était offerte de développer une vraie économie verte du transport et de la construction respectueuse de l'environnement.



Ainsi **aucun financement n'est envisagé pour la couverture des voies du TGV-Massy-Valenton dans sa traversée de la zone hyper-urbanisée au sud-est d'Antony**, là où on aurait pu si utilement concilier les besoins de la liaison TGV rapide Est-Ouest et la nécessaire qualité de vie des habitants du quartier !

En revanche, alors que la mairie claironne dans son Bulletin Municipal que « *l'État prendra à sa charge la fin de la couverture du tube de l'A86 à Antony* », indéniable bonne nouvelle, elle omet en revanche de nous informer que le Conseil Général prévoit d'aménager **un demi-diffuseur Ouest entre l'A86 et la RD63 A86 à Châtenay-Malabry et Verrières-le-Buisson**. Il s'agit bien de l'ouverture d'un échangeur complet là où a déjà été mis en service un semi-échangeur, en bas de la Butte Rouge, juste derrière les Bas-Graviers !

Patrick Devedjian, Ministre de la Relance, choisit ainsi pour Antony de privilégier les voitures, sans prévoir un seul euro pour neutraliser les effets de nuisance du projet RFF actuel de liaison Massy-Valenton...

Vous avez dit « *Plan Local d'Urbanisme* », Monsieur le Maire ? Mais **où est le PLU qui va intégrer les impacts de ces chantiers « nationaux »** qui vont bouleverser le visage de nos quartiers ?

La relance en famille ?

A l'UMP, en temps de crise, on peut toujours compter sur la famille : Le 12 mars dernier, **Thomas Devedjian** a intégré la direction du **Fonds Stratégique d'Investissement**, créé dans le cadre du Plan de Relance qui est lui sous l'autorité... de Patrick Devedjian, son propre père !

Comme c'est beau l'amour filial...

sommaire

Relance	1
Défense	2
Jeunes Européens	3
Environnement	4



Sarkozy et l'OTAN : l'Europe en plus petit

Les forces militaires françaises dans le commandement intégré de l'OTAN

Défense

L'intégration des forces Françaises dans le commandement intégré de l'OTAN est une mauvaise décision, prise pour de mauvaises raisons et avec de mauvaises conséquences !



position politique et stratégique originale et forte au sein de l'OTAN pour un rôle banalisé, identique à celui des autres membres.

Un coup d'arrêt à la défense européenne

C'est un changement profond dans notre politique de Défense. Aujourd'hui, nous participons aux opérations conduites par l'OTAN en restant sous commandement suprême national : les forces françaises sont mises à disposition avec des règles d'engagement que NOUS décidons.

Jours dictés par les États-Unis. **Les quelques postes offerts à la France ne sont eux que des commandements non opérationnels.**

C'est enfin un coup d'arrêt à la mise en oeuvre d'une politique de Défense et de Sécurité Européenne. Seule l'autonomie de nos états-majors garantissait jusqu'à présent le dynamisme nécessaire à la construction d'une défense Européenne que la France portait « à

Demain, par la décision unilatérale de Nicolas Sarkozy, notre intégration au sein de l'état-major de l'OTAN ne nous laissera pas d'autre choix que ceux décidés par le commandement militaire permanent... **qui sera toujours américain !**

Jusqu'ici, la position politique originale de la France, de de Gaulle à Jacques Chirac en passant par François Mitterrand, offrait à nos alliés européens un recours pour présenter les critiques qu'ils ne pouvaient formuler dans la structure intégrée. Demain, le suivisme sera la règle pour tous les Européens...

bout de bras ». Les meilleurs éléments des états de l'Union Européenne (UE) font partie du commandement intégré de l'OTAN, au détriment des structures de l'état-major militaire européen. La capacité militaire embryonnaire de l'UE, au lieu de grandir, est ainsi cantonnée à des opérations mineures. **Le fait que la France rejoigne le commandement militaire intégré de l'OTAN va mettre en sommeil pour longtemps l'Europe de la Défense !**

Une tragique perte d'autonomie stratégique

Ce que Sarkozy « oublie » de préciser quand il prétend que la décision n'a pas d'impact sur l'indépendance de la France, c'est que la stratégie et les concepts opérationnels sont tou-

Il n'existe aucune justification politique ni stratégique à **cette intégration dictée par un choix idéologique**, celui de conforter un « camp occidental » et de militariser avec l'OTAN toutes les questions de sécurité (sécurité énergétique et environnementale citées par Barack Obama lors du dernier sommet de l'Alliance).

Nous, socialistes français, voulons relancer la Défense européenne que nous avons largement contribué à initier



de 1998 à 2001. Après avoir combattu la décision d'intégrer les forces Françaises au sein du commandement intégré de l'OTAN, nous en exigeons un bilan régulier et construirons avec nos partenaires européens une ambitieuse politique de Défense européenne.

Nous rejoignons aujourd'hui à contre-temps une structure qui va rapidement être remise en question par l'arrivée de nouveaux membres, sans aucune garantie sur notre place future dans les structures décisionnelles. Nous abandonnons ainsi, sans que quiconque ne nous l'ait demandé, une

PSE

Les 31 députés socialistes français, au sein d'un **Parti Socialiste Européen** uni, ont œuvré pour que soient reconnus les principes **d'une Europe sociale et démocratique** :

- ◆ reconnaissance de l'exclusion du marché des services d'intérêt généraux (SIG),
- ◆ harmonisation fiscale (impôts sur les sociétés) et sociale (droit du travail et salaire minimum),
- ◆ pacte de croissance et non de stabilité, accroissement du budget de l'Union.

L'Europe par les jeunes

Interview de Claire Gabiache, responsable du MJS 92

Interview

AàG : Que représente l'Europe pour toi aujourd'hui ?

Claire Gabiache : L'Europe représente pour moi un idéal de société car pour moi l'Europe fédérale a l'avenir social.

AàG : ... et pour les jeunes français(e)s ?

CG : Le problème c'est que la notion d'Europe est abstraite pour la plupart des jeunes. Elle leur apparaît comme quelque chose d'éloigné et est seulement synonyme d'échanges scolaires, comme Erasmus... et de voyages. La notion de citoyenneté européenne est très éloignée des esprits ou pire : assimilée à la dérégulation sociale.

AàG : Peux-tu citer, très spontanément, quelques actions concrètes que l'UE a mises en place ?

CG : Je pense tout de suite à l'amendement qui a été adopté et qui tue dans l'œuf la loi Hadopi. Sur le plan économique, l'abolition à venir du secret bancaire qui pourrait nous faire éviter une nouvelle crise des *subprimes*. C'est la preuve que la loi du marché n'est pas une fatalité.

AàG : À ton avis, est-ce que les jeunes sont intéressés par l'Europe ?

CG : Je pense que la majorité des jeunes s'en désintéressent parce que la plupart des médias n'en parle qu'au moment des élections. De plus, le fonctionnement technocrati-

que des institutions européennes est difficile à comprendre pour une personne qui ne s'intéresse pas naturellement à la politique.

AàG : Qu'est-ce qu'attendent les jeunes de l'Europe ?

CG : Les jeunes attendent un autre modèle et surtout que l'Europe devienne accessible. L'Europe doit représenter l'avenir et non être synonyme de libéralisation.

La diversité et l'unité des socialistes basée sur un programme adopté en commun à travers 27 pays, le « *Manifesto* », doit permettre de renverser le cours d'une Europe que la droite veut endormie et refermée sur les classes privilégiées de chacun des Etats.

L'Europe des Citoyens doit enfin prendre le pouvoir...

AàG : En tant que militante du MJS, comment réagis-tu au concept de « citoyenneté européenne » ?

CG : Pour moi, la notion de citoyenneté conduira à une Europe fédérale. On peut tirer l'Europe vers le haut au niveau social. Nous ne devons pas nous aligner sur la notion de citoyenneté des pays en voie de développement, mais essayer de leur faire profiter de notre modèle et assurer une véritable justice sociale européenne.

AàG : Parmi les 6 thèmes principaux du programme, quel est celui qui te semble le plus proche des préoccupations des jeunes ?

CG : Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale. On voit



Le Parlement Européen comprend **785 députés** dont 72 français. Il est constitué de 7 groupes parlementaires regroupés autour de choix politiques transnationaux dont les plus importants sont le PPE (auquel appartient l'UMP) et le PSE (avec les députés socialistes français).

Le Parlement Européen vote les lois qui constituent aujourd'hui plus de 60 % des lois nouvelles françaises, contrôle le travail de la Commission Européenne et vote le budget qui est de 129 Milliards €.


de plus de plus de personnes se mobiliser contre l'injustice au sein de collectifs. Nous voyons l'Europe se dégrader. En tant que jeunes, nous nous posons la question de savoir dans quel pays nous allons vivre car on voit les dérégulations à travers les licenciements en masse, le recul des acquis sociaux, le dérèglement des universités, etc.

75 millions d'Européens ont moins de 25 ans.

Rejoindre le MJS ?

Si tu souhaites rejoindre toi aussi le **Mouvement des Jeunes Socialistes**, envoie un SMS à Claire GABIACHE au :

06.60.46.08.89

MJS Hauts-de-Seine 92 
Mouvement des Jeunes Socialistes



Un espace info énergie à Antony ?

Développement durable

... C'est la question posée au maire par un adolescent au dernier conseil municipal des jeunes. Réponse du maire : « *Vous pouvez aller à...Meudon* » ! En effet, à **Antony**, **aucun lieu d'information ni de conseil de proximité sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables**. Rappelons ici que le projet de la gauche aux dernières élections municipales de 2008 proposait (proposition n°87) la création d'une telle structure.



Dans chaque Espace-Info-Energie, comme il y en a à Cachan, Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses et Malakoff (toutes dirigées par la gauche, est-ce un hasard ?), des spécialistes vous informent et vous

conseillent : Quel type d'équipement choisir ? Quelles aides sont et déductions fiscales sont accordées ? etc.

Pour des études approfondies, les conseillers vous orienteront vers les organismes, bureaux d'études ou entreprises compétentes.

La création de ces structures prévue depuis 2001 se fait en partenariat étroit entre l'ADEME (*Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie*) et les collectivités locales. Antony étant la plus grosse des sept communes qui forment notre communauté d'agglomération, elle est à même d'initier ce genre de démarche, mais cela n'est pas d'actualité !

Réduire sa consommation d'énergie, ce n'est pas seulement prendre un cabas ou tourner intelligemment son robinet, comme le conseille la Mairie...

Agenda

Venez rencontrer le Parti Socialiste d'Antony :

- Chaque samedi de 10h à 12h
- 50 rue Prosper Legouté



Paradis fiscaux : les socialistes, eux, agissent !

Finances

Benoît HAMON, en visite à Antony le 15 mai 2009, l'a rappelé : la lutte contre les paradis fiscaux est un enjeu majeur. Pourtant, en comparaison des **200 milliards d'euros (c'est-à-dire près de deux fois le budget total de l'UE !)** d'évasion fiscale annuelle dans l'Union

Européenne, les vagues promesses d'un G20 n'y changeront rien et les discours creux d'un Nicolas Sarkozy fausement réformateur moins encore.

Benoît HAMON est député européen et **l'auteur d'un rapport très important sur les paradis fiscaux** qui a trouvé une majorité très large au Parlement Européen pour voter la fin du secret bancaire que pratiquent l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg.

Au-delà, ce texte établit une liste sans précédent de paradis fiscaux ou centres offshore et de structures et entités juridiques suspectes. Contrairement à la liste du G20, **le Parlement européen a notamment inscrit dans sa liste les États américains du Delaware et du Nevada.**

Mais la contribution du Parlement vaut principalement par les contraintes imposées aux paradis fiscaux : Là où la *Commission* proposait une liste limitée de territoires et d'entités, le Parlement renverse la charge de la preuve. **Il impose à ces juridictions de démontrer**

que toutes les personnes morales suspectes sont fiscalement transparentes. Ainsi l'Union européenne se dote d'un instrument puissant de lutte contre la fraude fiscale qui renvoie aux paradis fiscaux le soin de faire la preuve de leur conformité avec les exigences de l'Union en matière de transparence fiscale.



Benoît HAMON à Antony le 15 mai 2009

Le Parlement, sous l'impulsion de Benoît HAMON, a pris ses responsabilités. La balle est maintenant dans le camp du Conseil européen.

Un député socialiste pour l'instant encore minoritaire en Europe a obtenu **l'engagement du Parlement européen en faveur de l'abrogation du secret bancaire d'ici à 2014.**

Reste désormais aux chefs de gouvernements, réunis dans le Conseil Européen, de valider à leur tour cette **régulation fondamentale du capitalisme financier.**

Adhérez maintenant !



Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite contacter la section d'Antony du Parti Socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

• Parti Socialiste - 50, rue Prosper Legouté - 92160 Antony • Tél. : 01.46.74.09.96 •

directrice de la publication : Sylvie Touzet - 50, rue Prosper Legouté - 92160 Antony ■ rédacteur en chef : Étienne Fillole ■ impression : Fédération PS 92 - 88 avenue Jean Jaurès - 92140 Clamart ■ comité de rédaction : Sylviane Aschehoug, Jean-Christophe Béjannin, Pascale Jacquin-Ravot, Michèle Le Bars, Danièle Penneroux, François Rivet ■ courriel : journal.ps.antony@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique

